

**DIRECCTE  
ÎLE-DE-FRANCE**

# Dossier mensuel de conjoncture

## Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

7 avril 2017

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi



- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :  
  
[idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)
- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 5 mai 2017.

## Sommaire

### Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

### Marché du travail

Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 12 : taux de chômage (Insee)

### Emploi

Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 14 : déclarations préalables à l'embauche

Page 15 : évolution récente de l'intérim

Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié

### Accompagnement des mutations économiques

Page 18 : activité partielle

Page 19 : procédures de licenciement collectif

## Marché du travail

Fin février 2017, 967 550 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France (catégories A, B et C). Parmi eux, 662 360 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi francilienne diminue de -0,3 % en catégorie A tandis qu'elle augmente de +0,5% en France métropolitaine.

Cependant, le nombre de demandeurs ayant déclaré une activité réduite (catégories B et C) augmente de +2,1 % sur trois mois. Les demandeurs en catégorie D, après de fortes hausses dans la région avec le plan « 500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi » depuis septembre 2016, diminuent ce mois-ci.

Enfin, en catégories A, B et C, la demande d'emploi progresse de + 0,5% le dernier mois et sur 3 mois, alors que, sur un an, on enregistre une petite hausse de +0,3 % (+1,0 % en France métropolitaine).

Le différentiel d'évolution entre la demande d'emploi des femmes et des hommes continue de se creuser depuis le 2<sup>ème</sup> semestre 2016, pour atteindre 1,9 point sur un an en février 2017.

Malgré un mois de février en hausse, sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans demeure en baisse de -0,9 %. Depuis août 2016, la baisse est supérieure à 6 %, soit - 6 400 jeunes. De son côté, la demande d'emploi des 50 ans et plus poursuit sa progression dans la région comme au niveau national.

L'analyse par métiers fait ressortir la persistance des difficultés des métiers de la santé, action sociale et des services aux particuliers, à l'opposé des métiers du BTP et, plus ponctuellement, de l'informatique et télécommunications.

Au troisième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active, en hausse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent. Il est toujours inférieur de 1,1 point à celui de la France métropolitaine, mais reste supérieur à sa valeur d'avant la crise de 2008.

## Emploi

Au troisième trimestre 2016, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a augmenté par rapport à la même période de 2015, que l'on considère tous les contrats ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI.

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a confirmé sa hausse au troisième trimestre en Île-de-France (+0,5% par rapport au deuxième trimestre), toujours soutenu par les services marchands. L'intérim est en hausse sur 3 mois, notamment dans l'industrie et la construction.

## Mutations économiques

Plus de 440 000 heures d'activité partielle ont été autorisées pour motif économique en février 2017, soit un nombre inférieur à la moyenne des 12 derniers mois. La construction reste le principal utilisateur de ce dispositif et sollicite les trois quarts des heures du total régional.

Le nombre d'emplois menacés par des plans de sauvegarde de l'emploi est inférieur depuis plusieurs mois à ce qu'il était il y a un an. 18 PSE ont été initiés en février, menaçant un peu plus de 630 postes. Deux d'entre eux menacent chacun 130 emplois, à Paris et en Essonne.

## Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2017

Février 2017	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	662 360	3 464 400	0,3	-0,1	-0,3	0,2	-2,5	-3,2
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	967 550	5 515 200	0,5	0,5	0,5	0,9	0,3	1,0

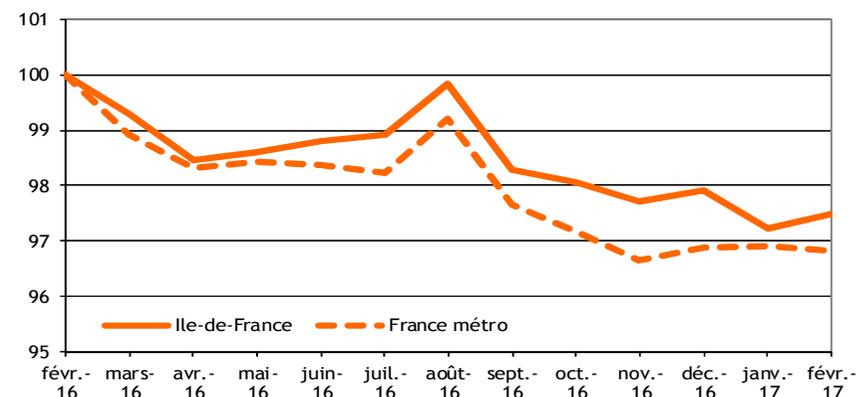
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Par rapport à janvier, la demande d'emploi de catégorie A est en hausse en Île-de-France de +0,3 % (soit +1 700 demandeurs) contre -0,1 % pour la France métropolitaine. Sur trois mois cependant, la demande d'emploi diminue de -0,3 % dans la région et augmente de +0,5 % en France métropolitaine.

Les évolutions en catégorie A continuent à être affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi, phénomène qui est dorénavant aussi important au niveau national que dans la région. Ainsi, le nombre de demandeurs en catégories B et C (qui ont exercé une activité réduite) augmente de +2,1 % sur trois mois (+1,7 % en France métropolitaine). Les demandeurs en catégorie D (en formation), après de fortes hausses dans la région depuis septembre 2016, diminuent de -2,3% sur 3 mois (contre -4,4 % au niveau national). Toutefois, ces évolutions dans les catégories B, C et D sont moins importantes que celles observées au cours des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2016.

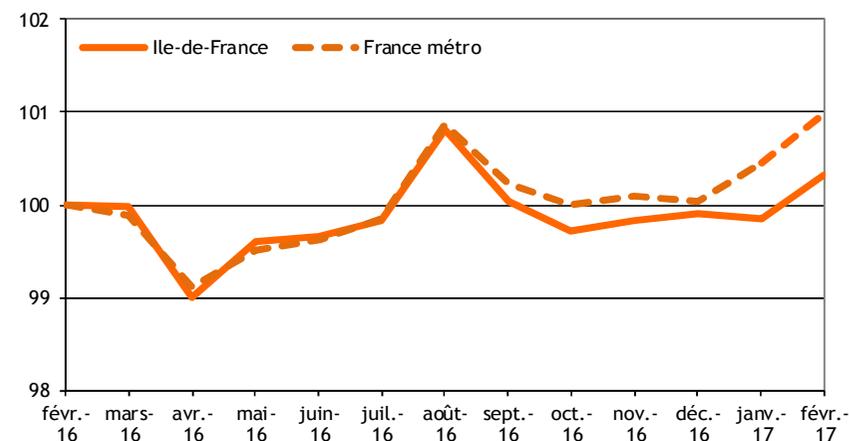
Finalement, en catégories A, B et C, la demande d'emploi progresse de 0,5% le dernier mois et sur 3 mois, alors que sur un an, on enregistre une petite hausse de +0,3 % (+1,0 % en France métropolitaine).

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en février 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en février 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi (inscrits à pôle emploi, par département) à la fin du mois de février 2017

Données CVS-CJO Février 2017	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	131 390	0,4	-0,7	200 100	0,2	-0,1
Seine-et-Marne	65 930	0,2	0,7	98 970	0,7	1,1
Yvelines	63 630	0,1	-0,8	93 860	0,7	0,5
Essonne	58 610	0,1	0,3	88 210	0,8	1,5
Hauts-de-Seine	78 530	0,5	-0,7	112 830	0,5	0,2
Seine-Saint-Denis	118 060	0,1	-0,6	164 930	0,3	0,0
Val-de-Marne	74 740	0,1	-0,4	106 060	0,2	0,0
Val-d'Oise	71 470	0,5	1,0	102 590	0,9	1,8
<b>Île-de-France</b>	<b>662 360</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>967 550</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>
France métropolitaine	3 464 400	-0,1	0,2	5 515 200	0,5	0,9

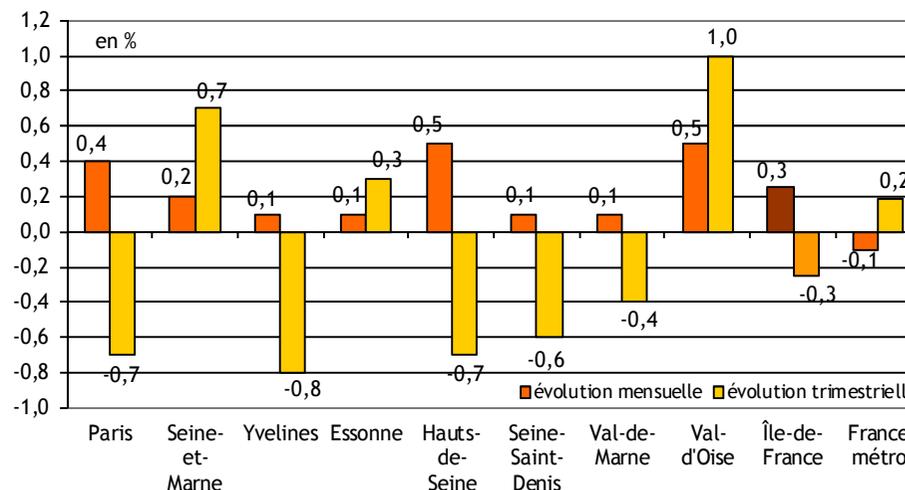
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

En catégorie A, sur 3 mois, cinq départements sur huit observent des diminutions de la demande d'emploi, malgré les hausses du dernier mois. Ainsi, entre novembre 2016 et février 2017, la diminution varie de -0,8 % dans les Yvelines à -0,4 % dans le Val-de-Marne. En revanche, le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne et l'Essonne sont affectés par des hausses de la demande d'emploi en catégorie A sur trois mois.

En catégories A, B et C, sur trois mois, des hausses supérieures à +1% ont également lieu dans le Val-d'Oise, en Essonne et en Seine-et-Marne, au contraire de Paris, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne dont le nombre de demandeurs d'emploi est stable.

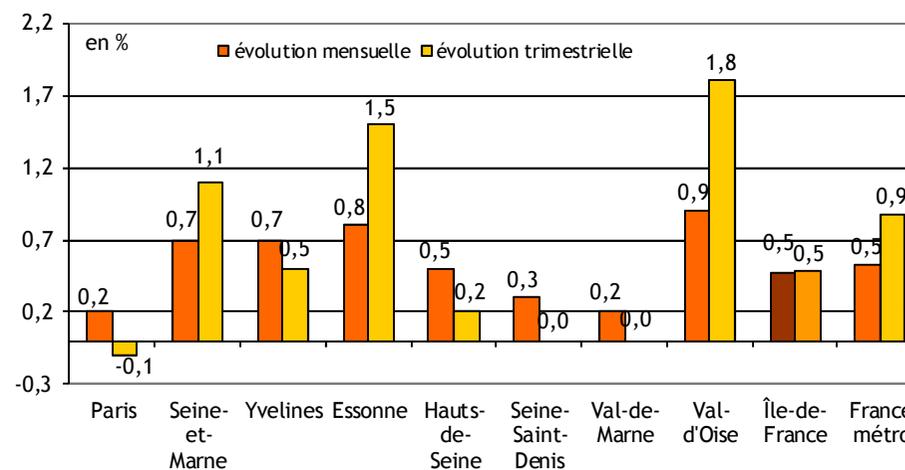
Sur un an, alors que l'ensemble des départements enregistrent des baisses en catégorie A (entre -4,2% dans les Hauts-de-Seine et -1,2% dans l'Essonne), en catégories A, B, C la demande d'emploi diminue à Paris et en petite couronne, avec notamment -1,3 % pour les Hauts-de-Seine, tandis qu'elle augmente en grande couronne, en particulier dans l'Essonne (+2,5 %), et en Seine-et-Marne (+1,9 %).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

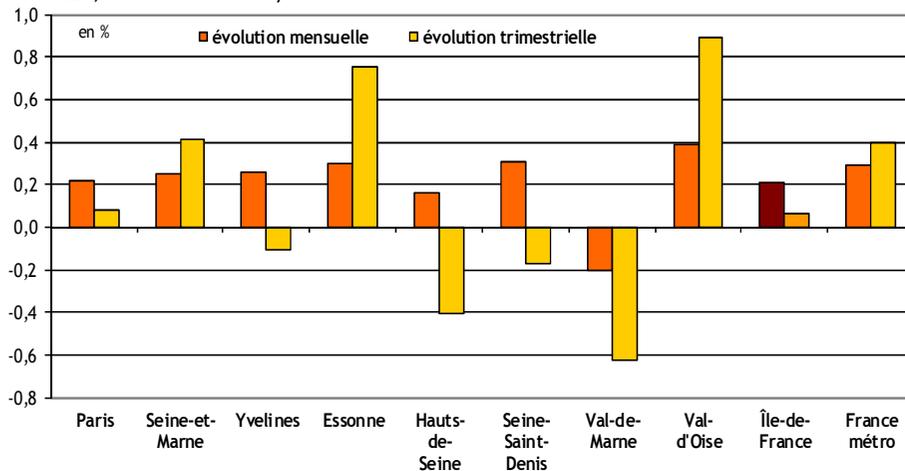
## Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC) à la fin du mois de février 2017

Sur les trois derniers mois, en catégorie ABC, la demande d'emploi est stable pour les hommes (+0,1 %) et a augmenté de +0,9 % pour les femmes. En France métropolitaine, la demande d'emploi évolue de manière sensiblement identique, avec 1 point d'écart (+0,4 % pour les hommes et +1,4 % pour les femmes).

Sur un an, la demande d'emploi des hommes a diminué (-0,6 %) tandis que celle des femmes a très nettement progressé (+1,3 %). Ainsi, le différentiel d'évolution continue de se creuser depuis le 2<sup>ème</sup> semestre 2016, pour atteindre 1,9 point sur un an en février 2017.

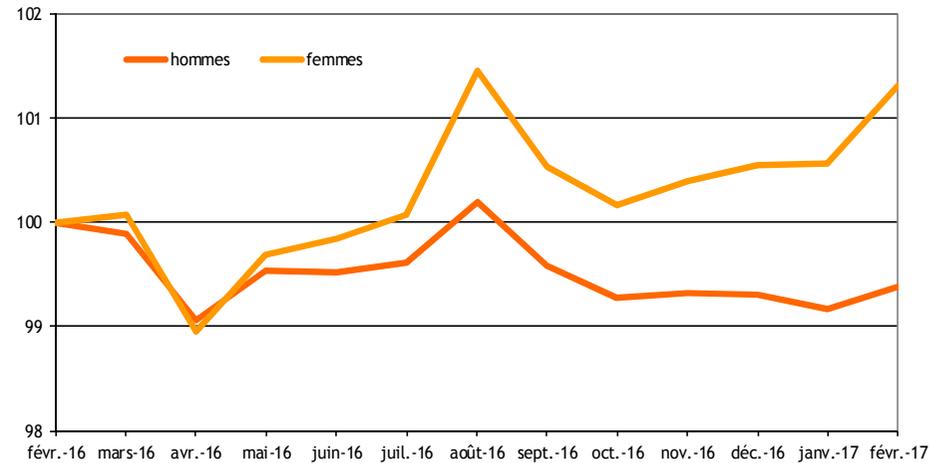
La différence d'évolution entre les hommes et les femmes n'est pas homogène suivant les départements : les écarts les plus importants sont observés dans l'Essonne et le Val d'Oise, au contraire de Paris et de la Seine-Saint-Denis où l'écart est pratiquement nul.

Evolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



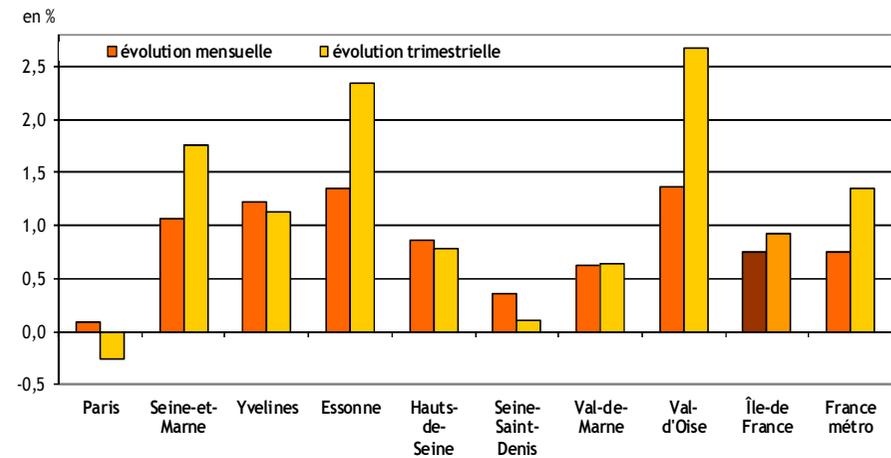
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 janvier 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

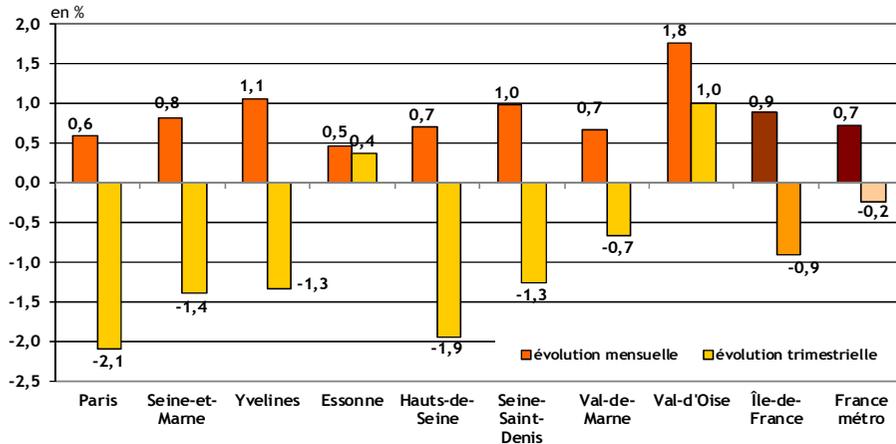
## Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) à la fin du mois de février 2017

Ce mois-ci, les évolutions ne sont pas favorables aux jeunes demandeurs d'emploi, et restent nonobstant orientées en hausse pour les demandeurs de 50 ans ou plus dont le nombre continue d'augmenter.

Sur trois mois, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans demeure en baisse de -0,9 %. Depuis août 2016, la baisse atteint 6,4%, soit - 6 400 jeunes. Dans le Val-d'Oise et l'Essonne, la demande d'emploi des jeunes est en hausse sur trois mois (resp. de +1,0% et +0,4%). Les autres départements sont toujours en baisse sur 3 mois, notamment Paris (-2,1%) et les Hauts-de-Seine (-1,9%).

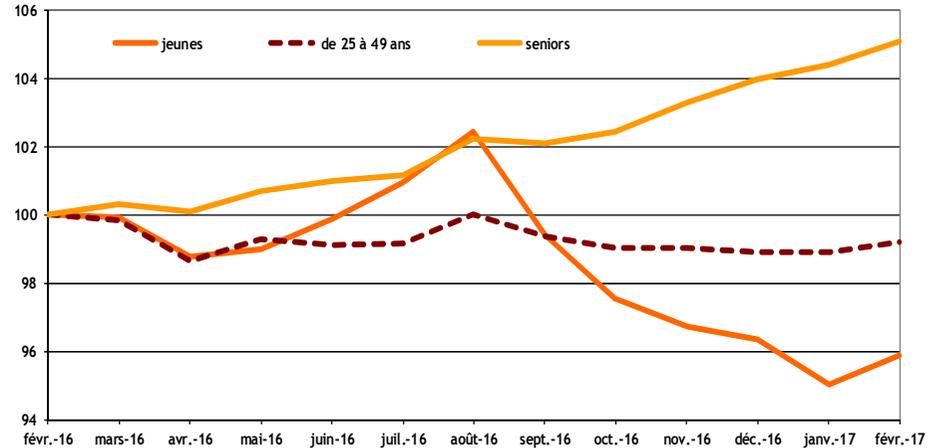
De son côté, la demande d'emploi des seniors poursuit sa progression dans la région comme au niveau national (+1,7 % en Île-de-France contre +1,9 % en France métro. sur 3 mois). L'Essonne et le Val-d'Oise sont particulièrement touchés. Sur un an, la hausse de la demande d'emploi des seniors est toujours élevée (+5,1 %).

Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



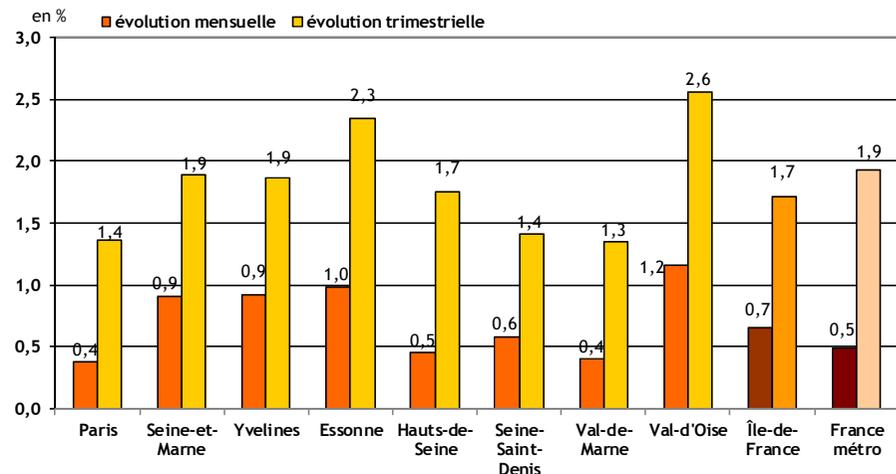
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 février 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle\* et par métier recherché à la fin du mois de février 2017

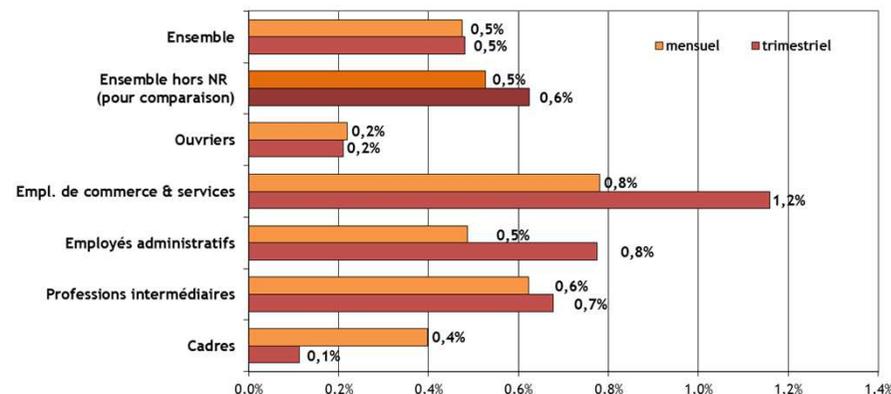
**Avertissement :** depuis mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » est entré en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). On déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socioprofessionnelle passe d'environ 700 en février 2016 à plus de 7 000 en septembre 2016 et 4 800 en février 2017. Après un fort effet négatif les premiers mois, cela influe dorénavant légèrement à la hausse sur l'évolution sur trois mois pour les différentes catégories professionnelles, le nombre de « non renseignés » passant de 6 100 à 4 800 entre novembre 2016 et février 2017.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi est en augmentation pour l'ensemble des catégories professionnelles des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B et C (+0,6%). Le nombre de demandeurs d'emploi augmente surtout pour les employés de commerce et de services (+1,2 %), alors que la hausse est limitée pour les cadres (+0,1%) et les ouvriers (+0,2%).

Selon le domaine professionnel, certaines évolutions se confirment: la tendance à la baisse dans le BTP et, à l'inverse, les métiers de la santé, action sociale et des services aux particuliers qui voient leur nombre de demandeurs d'emploi augmenter de respectivement +1,2% et +0,8 % sur trois mois.

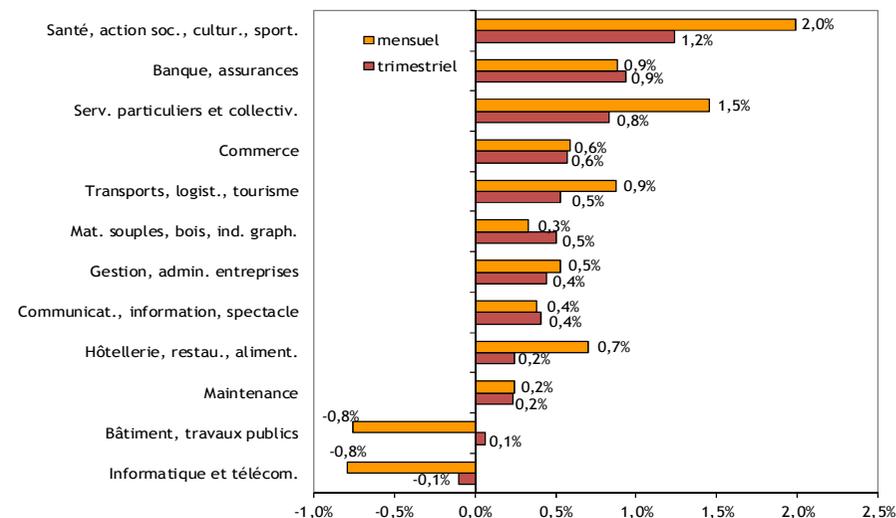
\* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA à la fin du mois de février 2017

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
13,3%	10,5%	11,5%	9,8%	12,3%	16,4%	12,2%	12,4%	12,7%	13,8%

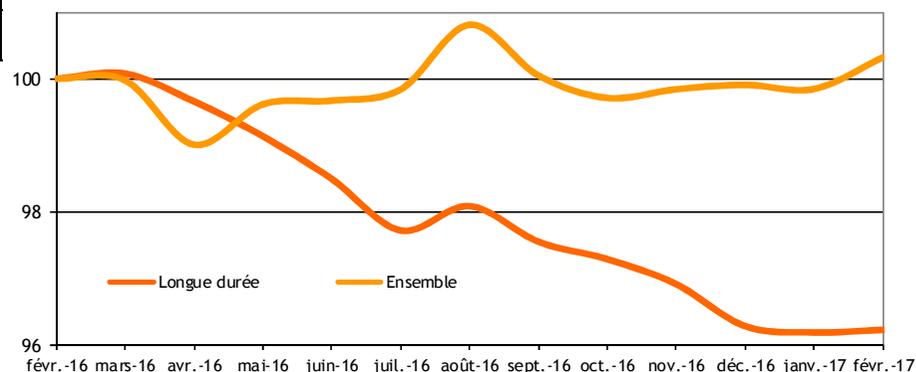
Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

Stable sur un mois, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus en catégorie A, B ou C) a baissé de -0,7 % sur trois mois, contre -0,3 % au niveau national. Cette baisse est en grande partie liée au nombre de demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de formations dans le cadre du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » depuis quelques mois : le changement de catégorie (vers la catégorie D) pendant la durée de formation a réinitialisé le compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés.

La part de demandeurs ayant des droits ouverts au RSA dans la région est inférieure à celle du niveau national. La Seine-Saint-Denis possède une part largement supérieure aux autres départements, à l'opposé de l'Essonne et de la Seine-et-Marne.

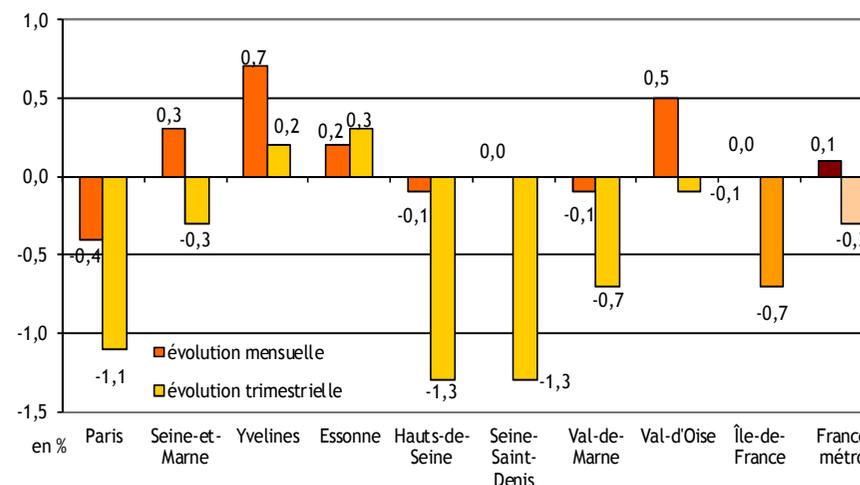
Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 février 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Evolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

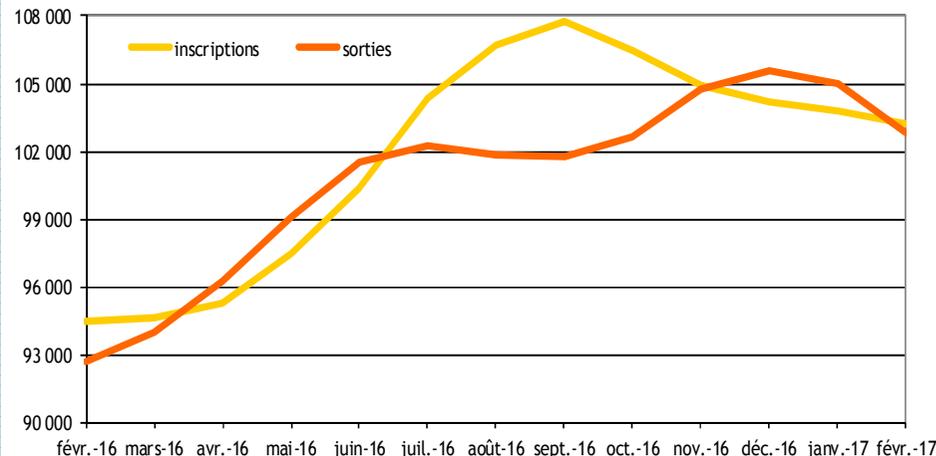
Depuis fin 2015, des modifications sont apportées aux modalités d'inscription des demandeurs d'emploi à Pôle emploi (refonte des motifs d'entrée sur les listes, généralisation de la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi), permettant notamment de mieux retracer les motifs d'inscription. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B, C, elles ont cependant un impact sur la répartition par motif des entrées.

Les évolutions mensuelles de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation sont heurtées depuis plusieurs mois, ce qui affecte, à la hausse ou à la baisse selon les mois, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C. Ceci pourrait s'expliquer, au moins en partie, par une sensibilité des comportements d'actualisation au nombre de jours ouvrés dans la période d'actualisation suite au changement du calendrier d'actualisation en janvier 2016. Il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois.

Sur trois mois glissant, le nombre de sorties est en baisse (-6,1%). A un niveau habituel, le motif de défaut d'actualisation représentant 42 % du total des sorties, cela limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. On peut cependant observer que les entrées en stage n'augmentent plus, contrairement aux mois précédents, mais ce motif concerne toujours plus de 11 000 sorties pour ce motif, en moyenne sur les 3 derniers mois.

A l'opposé, sur trois mois glissant, le nombre d'entrées enregistre aussi une baisse (-1,6 %), mais reste en hausse sur un an (+7,9 %). Ici aussi, les « autres cas » (43% des entrées, dont 8% de ruptures conventionnelles) sont prédominants. Se confirme cependant le ralentissement des entrées pour motif de « reprise d'activité » qui avaient fortement augmenté les mois précédents et qui correspondaient à des réinscriptions des demandeurs d'emploi ayant bénéficié de stages de formation et à des retours sur le marché du travail.

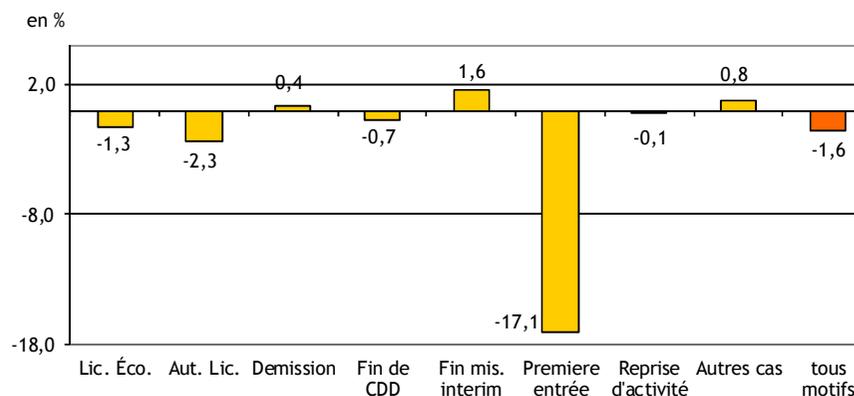
**Evolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)**



Avertissement : Divers événements de nature administrative rendent difficile l'interprétation des évolutions des entrées et des sorties

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Île-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)**



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Le taux de chômage au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016

Au troisième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en hausse de 0,1 point par rapport au deuxième trimestre. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi augmenté, atteignant 9,7 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016.

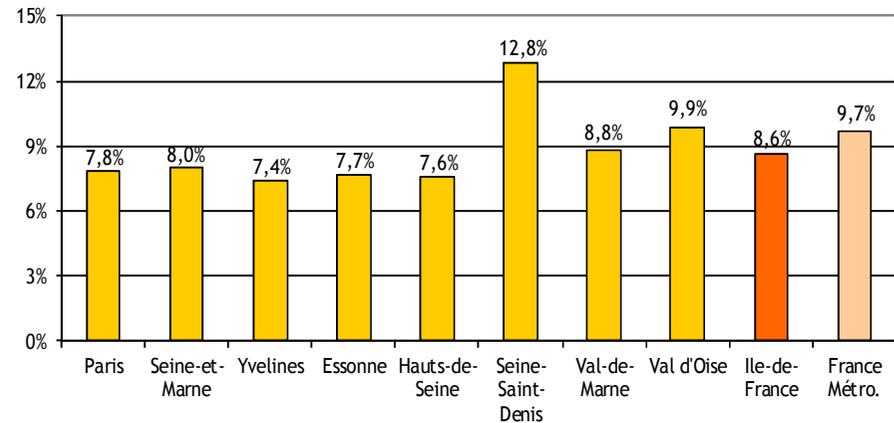
Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,4 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 2,3 points à sa valeur d'avant la crise (6,3% au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,9 points de plus qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Après une période de stabilité autour de 9% depuis 2013, l'amorce du mouvement de baisse semble lente.

La Seine-Saint-Denis, dont le taux est structurellement le plus élevé de la région avec 12,8%, a vu son taux de chômage augmenter de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et reculer de 0,5 point sur un an.

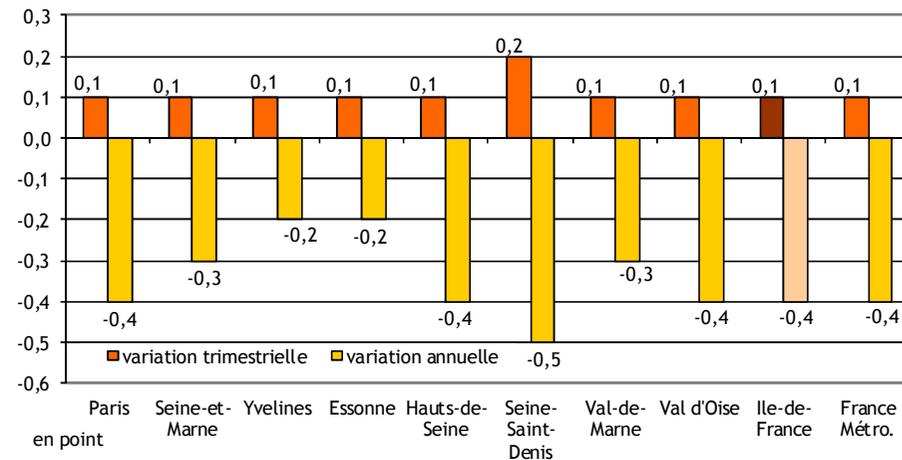
Il a au contraire très peu baissé sur un an dans les Yvelines et dans l'Essonne. Avec Paris, les Hauts-de-Seine et la Seine-et-Marne, ces cinq départements ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs à 8%.

Taux de chômage localisé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016 (données CVS)



Source : Insee

Evolution du taux de chômage localisé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016 (données CVS)

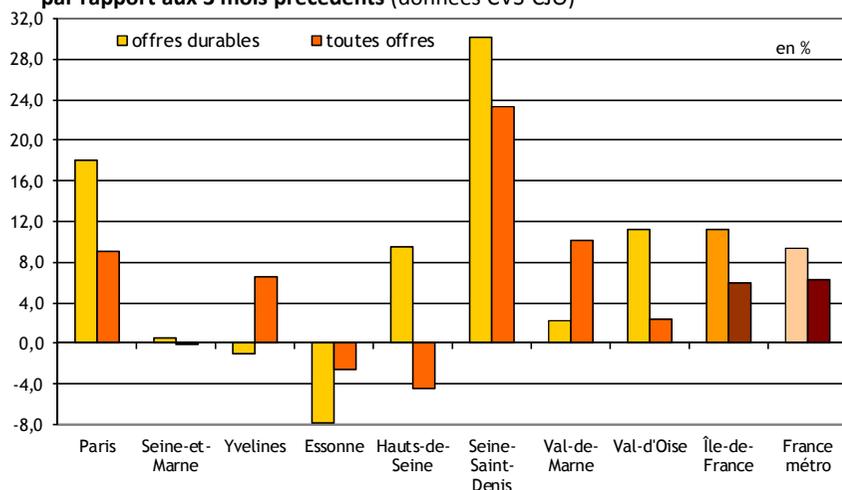


Source : Insee

## Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin février 2017

En février 2017, 52 700 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 34 600 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)

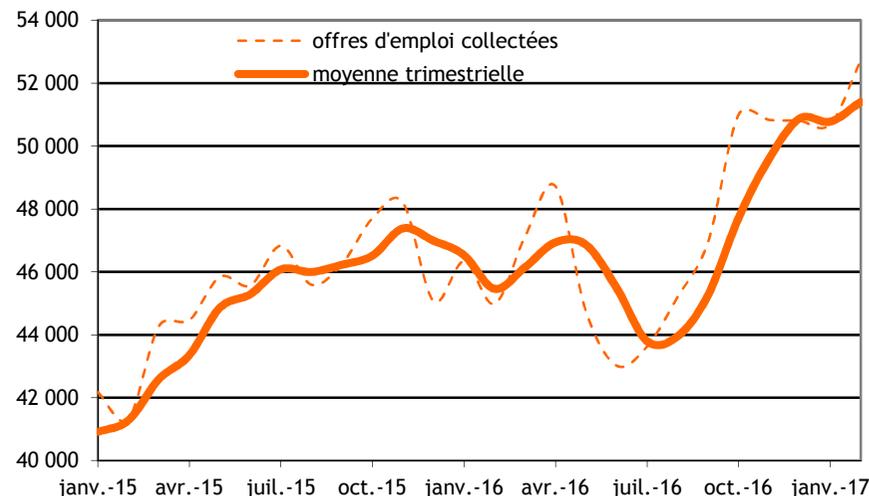


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est en hausse (+6,0 %), avec notamment la progression des offres durables (+11,2 %). En France métropolitaine, le total des offres augmente au même rythme qu'en Île-de-France (+6,3 %), sauf pour les offres durables qui augmentent un peu moins vite (+9,4 %).

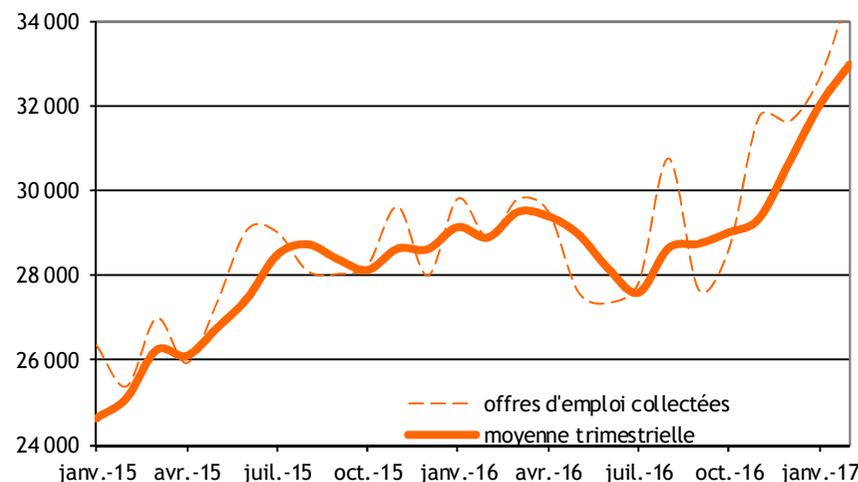
Sur un an, en moyenne trimestrielle, les offres enregistrées dans la région sont également en progression (+13,1 %), ainsi que les offres durables (+14,1 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis janvier 2015 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

## Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au troisième trimestre 2016

Près de 1 900 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au troisième trimestre 2016 en Île-de-France, dont 400 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au troisième trimestre 2016 (par rapport au troisième trimestre 2015) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+3,9 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +6,5 %).

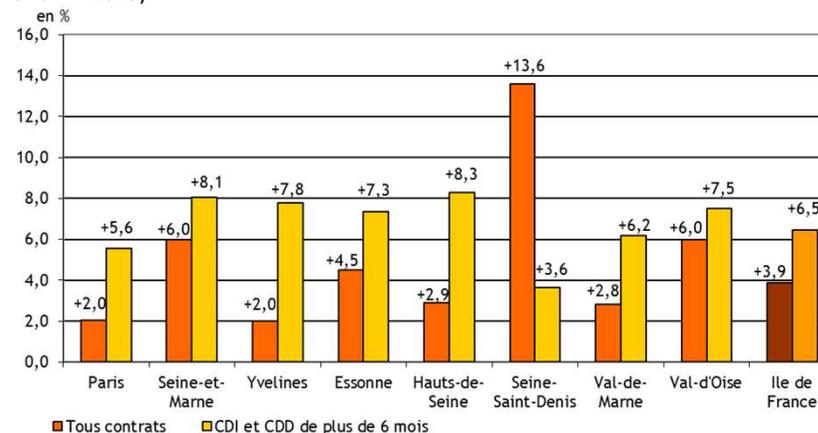
Tous contrats confondus, la Seine-Saint-Denis a connu une hausse annuelle très importante (+13,6 %). En revanche, cette évolution est plus faible pour Paris et les Yvelines (+2,0 %).

Pour les embauches en CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine progressent le plus fortement (plus de +8 %). La Seine-Saint-Denis connaît paradoxalement une faible croissance du nombre de déclarations pour des contrats durables (+ 3,6 %).

L'industrie automobile a enregistré une très forte augmentation des déclarations d'embauche en contrats durables (+35,9 % par rapport au T3 2015).

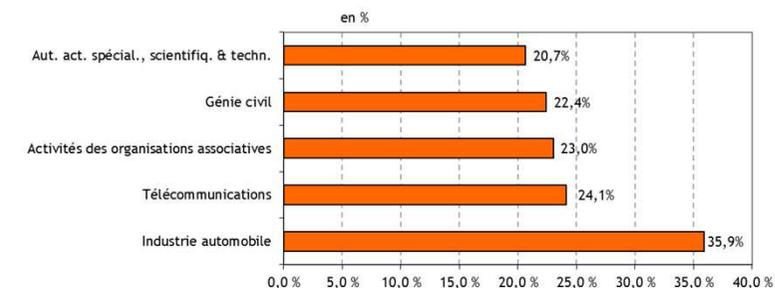
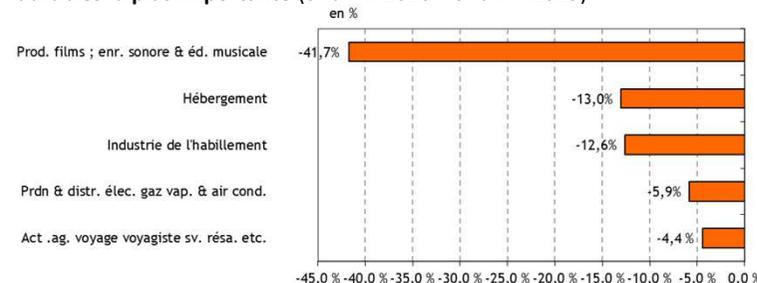
A contrario, la production de films cinématographiques, vidéos et émissions de télévision / enregistrement sonore et édition musicale a de nouveau observé la baisse la plus importante de ses déclarations d'embauche sur contrats durables sur un an (-41,7 %).

Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département (3<sup>e</sup> trim. 2016 – 3<sup>e</sup> trim. 2015)



Source : DPAE / Urssaf

Les cinq secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (3<sup>e</sup> trim. 2016 – 3<sup>e</sup> trim. 2015)



Sources : DPAE / Urssaf

Près de 265 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de décembre 2016 en Île-de-France (CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 99 800 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

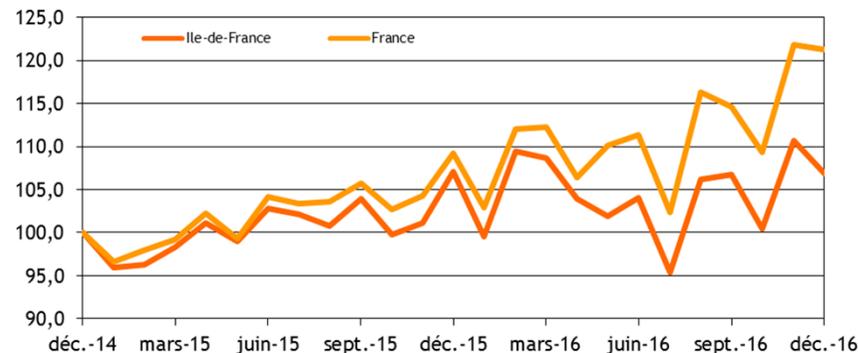
Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont légèrement diminué par rapport au mois précédent. Toutefois, en moyenne sur le 4<sup>ème</sup> trimestre 2016, le nombre d'intérimaires est en hausse : +3,1 % par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016 (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse : +7,7 % pour le nombre d'EETP par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016, notamment dans la fabrication de matériels de transport (secteur composé principalement des industries automobiles et aéronautiques) et dans la métallurgie (respectivement +25,1 % et +12,5 %).

L'activité intérimaire dans la construction enregistre une nouvelle hausse (+3,1 % ce trimestre), confirmant les hausses des derniers mois.

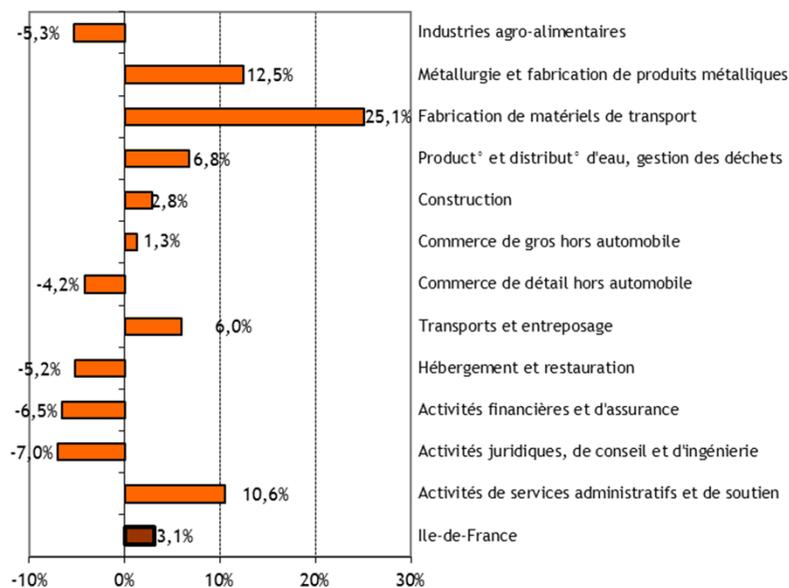
L'intérim dans le tertiaire augmente également, mais à un rythme moins soutenu (+2,4 % par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016), et avec des différences suivant les principaux secteurs d'activités : des hausses dans les activités de services administratifs et dans le transport / entreposage (respectivement +10,6 % et +6,0 %) et des reculs dans les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (-7,0 %), dans les activités financières (-6,5 %), dans l'hébergement / restauration (-5,2 %) et le commerce de détail (-4,2 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin décembre 2014)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

## L'emploi salarié au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016

Au troisième trimestre 2016, l'emploi salarié marchand francilien progresse de 0,5 % (soit +19 300 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente de 0,3 % (+51 100 emplois).

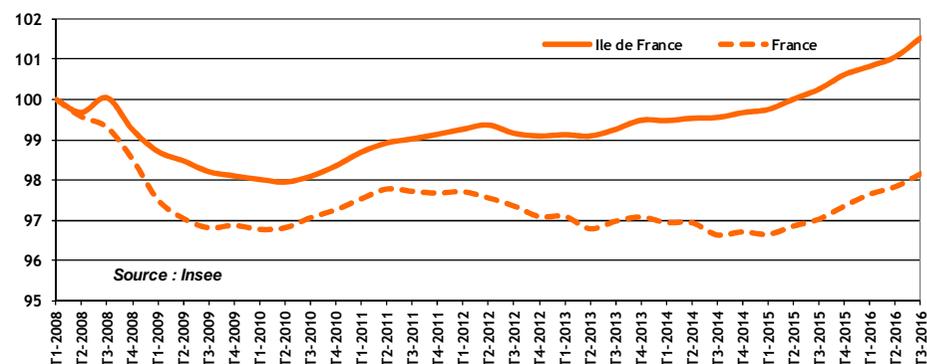
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation de 1,3 % (soit +52 200 emplois). Il confirme ainsi la tendance à la hausse, ayant notamment dépassé son niveau d'avant-crise au cours de l'année 2015.

Au troisième trimestre 2016 les départements qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (l'Essonne, les Yvelines et le Val-de-Marne) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent; de leur côté, Paris, la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise ont les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé en Essonne, dans les Hauts-de Seine et à Paris et en Seine-et-Marne tandis que les Yvelines et la Seine-Saint-Denis affichent des augmentations modérées. L'emploi n'a quasiment pas augmenté dans le Val-de-Marne.

Ce sont Paris et les Hauts-de-Seine qui contribuent en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec 30 300 emplois en plus depuis le troisième trimestre 2015 sur les 52 200 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2016	Evolution trimestrielle (par rapport au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2016)		Evolution annuelle (par rapport au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2015)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 310 124	4 506	0,3	18 719	1,4
Seine-et-Marne	310 057	810	0,3	4 136	1,4
Yvelines	368 038	2 835	0,8	3 572	1,0
Essonne	306 311	1 743	0,6	5 806	1,9
Hauts-de-Seine	827 082	4 165	0,5	11 548	1,4
Seine-Saint-Denis	405 155	2 017	0,5	4 599	1,1
Val-de-Marne	359 043	2 164	0,6	309	0,1
Val-d'Oise	267 167	1 018	0,4	3 475	1,3
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 152 976</b>	<b>19 259</b>	<b>0,5</b>	<b>52 165</b>	<b>1,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>15 653 200</b>	<b>51 100</b>	<b>0,3</b>	<b>179 600</b>	<b>1,2</b>

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources : Insee

## L'emploi salarié au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016

Au troisième trimestre 2016, l'emploi reste à peu près stable dans l'industrie (240 emplois, soit 0,1 %) et progresse modérément dans la construction (+1 400 emplois, 0,5 %) et le commerce (0,6 %, 3 900 emplois). L'emploi dans les services marchands (+0,5 %, +13 700 emplois) a continué d'augmenter.

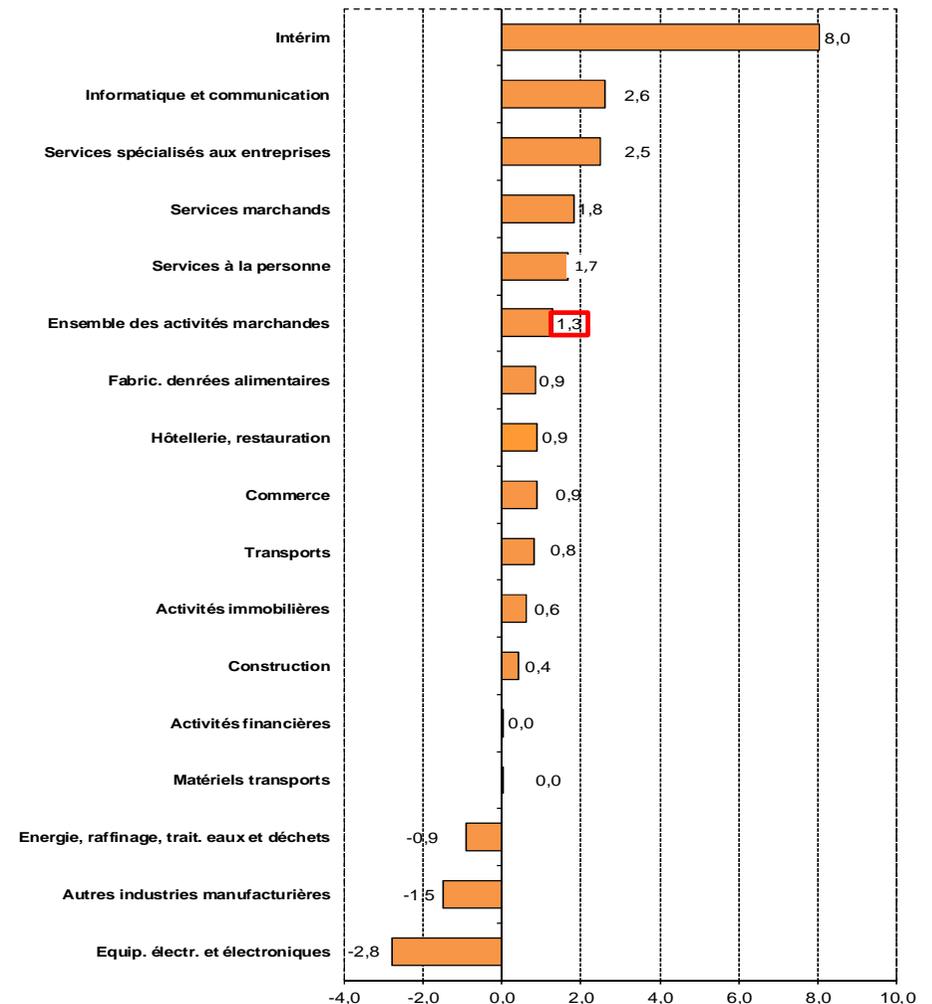
Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de 1,1 % dans l'industrie et augmenté de 0,4 % dans la construction. Au sein de l'industrie, tous les secteurs d'activités sauf celui des denrées alimentaires, et particulièrement la fabrication d'équipements électriques et électroniques, perdent un nombre important d'emplois.

L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de 0,9 % (+6 100 emplois), légèrement ralentie par rapport aux évolutions positives des précédents trimestres.

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +1,8 % (+49 000 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre (+5,4%) mais semble soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a tout de même connu une augmentation importante de 8,0 %.

Tous les autres secteurs d'activités des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur informatique et communication (+2,6 %, soit +9 900 emplois) et celui des services spécialisés aux entreprises (+2,5 %, soit +22 700 emplois) ont connu la plus forte croissance hors celui de l'intérim.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2015 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2016, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

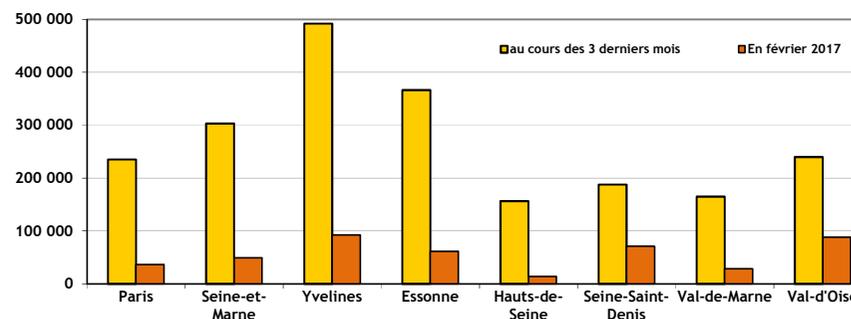
Source : Insee

## L'activité partielle en février 2017

## Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en février	122	22	13	21	14	4	19	10	19
cumul 2017	212	37	25	39	23	9	38	15	26
cumul 2016 (février)	274	46	38	50	33	19	14	27	47
Heures associées en février	442 472	36 721	49 223	92 780	61 900	13 714	71 242	28 809	88 083
cumul 2017	1 049 595	63 348	100 858	213 362	251 398	70 868	147 979	59 894	141 888
cumul 2016 (février)	1 953 058	85 078	216 798	916 556	134 313	160 660	30 371	131 873	277 410
Evolution	-46,3%	-25,5%	-53,5%	-76,7%	87,2%	-55,9%	387,2%	-54,6%	-48,9%

Heures autorisées par département



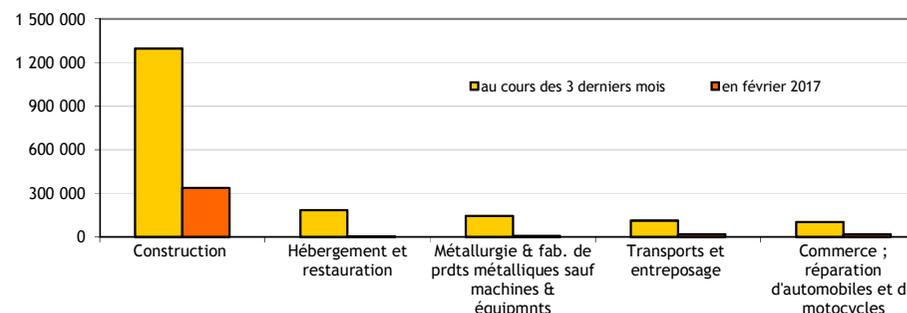
En février 2017, 122 décisions en réponse à des demandes d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 442 472 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Ce volume est en baisse par rapport au mois de janvier, mais également par rapport au mois de février de l'année 2016. Sur un an glissant la moyenne mensuelle est de 555 000 heures autorisées chaque mois depuis mars 2016, alors qu'elle était de plus de 800 000 heures sur la même période l'année précédente (mars 2015 à février 2016).

Les heures d'activité partielle autorisées ce mois-ci dans la région sont relatives pour 21% à des établissements des Yvelines, pour 20% du Val d'Oise, pour 16% de la Seine-Saint-Denis et pour 14% de l'Essonne.

Le secteur de la construction est à l'origine des trois quarts des heures autorisées ce mois-ci dans la région. Sur trois mois, ce secteur reste celui qui concentre le plus d'heures d'activité partielle autorisées, loin devant l'hébergement et restauration qui se placent en seconde position, avec six fois moins d'heures.

Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

(\* ) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

## Les plans de sauvegarde de l'emploi en février 2017

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en février	18	6	1	1	1	1		2	3	3
Cumul 2017	47	12	3	3	1	10		5	5	8
Cumul 2016 (janvier à février)	65	17	2	5	1	27	4	3	6	0
Salariés concernés	631	299	5	24	161	11	41	20	70	/
Cumul 2017	1 796	770	84	268	177	294	51	24	128	/
Cumul 2016 (janvier à février)	4 875	1157	104	695	291	1735	308	230	355	/
Evolution	-63%	-33%	-19%	-61%	-39%	-83%	-83%	/	-64%	/

En février 2017, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 18 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 631 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois, ce qui est un niveau très faible, rarement relevé en dehors des mois d'été.

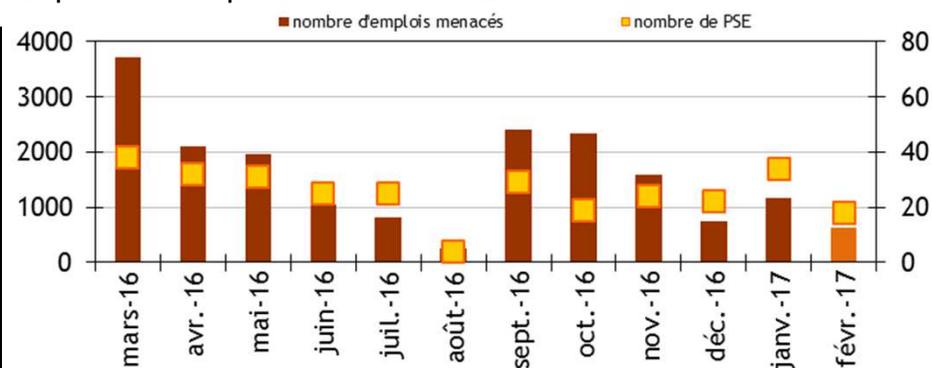
C'est le quatrième mois consécutif durant lequel le nombre de postes menacés par des PSE apparaît relativement limité.

Aucun département n'est durement affecté ce mois. Le département le plus touché en proportion de son emploi local est l'Essonne. Ce département est notamment concerné par un PSE menaçant 130 emplois dans un établissement de bijouterie.

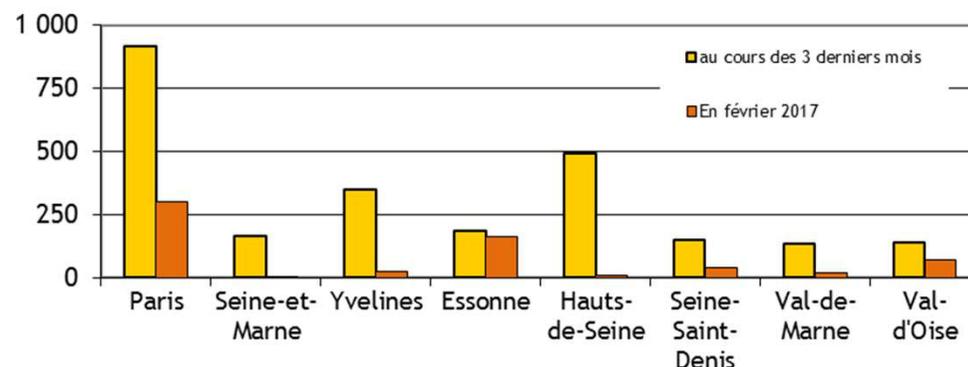
Paris concentre également un nombre conséquent d'emplois menacés, la moitié d'entre eux concernant le siège social d'un groupe de commerce de prêt à porter.

## Accompagnement des mutations économiques

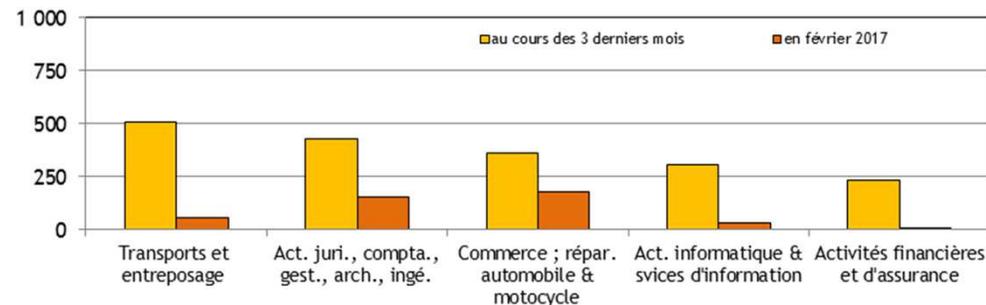
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés





**Directrice de publication** : Corinne Cherubini

**Etude et réalisation** : Service Etudes Statistiques Evaluation – [idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

**Conception graphique** : Emmanuelle Seguin

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France**

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur [www.idf.direccte.gouv.fr](http://www.idf.direccte.gouv.fr)